

LE CAHIER DE L'INTERNATIONAL



La lettre confidentielle de MEDEF International

Novembre 2009 - N° 28

LES OPPORTUNITÉS DU MOIS

■ **Tunisie** : construction ou réhabilitation de stations d'épuration... ■ **Libye** : projet de stations de dessalement... ■ **Rwanda** : projets d'énergies renouvelables... ■ **Maurice** : investissements routiers... ■ **Jordanie** : crédits de l'USAID dans les domaines de l'eau, la santé et l'éducation... ■ **Brésil** : programme d'investissements parapétroliers... ■ **République dominicaine** : développement d'un pôle touristique...

■ AU SOMMAIRE...

■ **Tunisie**. Les projets d'investissements dans le pays s'inscrivent en hausse d'une année sur l'autre. [page 2](#)

■ **Maroc**. Le Royaume a placé l'environnement au centre de ses priorités. [page 2](#)

■ **Afrique**. Les opérations portuaires de transbordement ont augmenté ou se sont maintenues dans de nombreux pays, et ce en dépit de la crise économique. [page 3](#)

■ **Ghana**. Ses réserves pétrolières ainsi que la mise en place de règles de gouvernance démocratiques offrent un nouveau visage au pays. [page 3](#)

■ **Jordanie**. Les géants américains de l'Internet que sont Google et Yahoo! ne sont pas insensibles à l'attractivité du Royaume. [page 4](#)

■ **Golfe**. Selon différentes études, l'union monétaire dans le Golfe risque de prendre quatre à cinq années de retard sur le planning initial. [page 4](#)

■ **Iran**. Le secteur de la construction est en panne, et ce en dépit d'un déficit chronique de logements. [page 4](#)

■ **Russie**. Le secteur automobile pourrait renouer avec la croissance en 2010 sans retrouver toutefois son niveau d'avant-crise. [page 5](#)

■ **Mongolie**. Le feu vert donné à la concession minière d'Oyu Tolgoi semble avoir ouvert la voie à une phase de croissance historique. [page 5](#)

■ **Corée du Sud**. L'accord de libre-échange signé avec l'Union européenne est historique mais nécessite encore quelques retouches. [page 6](#)

■ **Malaisie**. Le pays a réaffirmé sa volonté de poursuivre la libéralisation de l'économie. [page 6](#)

■ **Inde**. La réforme des visas complique fortement la tâche des entreprises. [page 6](#)

■ **Brésil**. Un nouvel impôt s'applique désormais aux flux de capitaux extérieurs vers les marchés d'actions et les obligations d'État. [page 7](#)

■ L'ASSISTANCE TECHNIQUE, UN MARCHÉ EN PLEINE EXPANSION DANS LES PAYS ÉMERGENTS

En période de crise, les marchés qui échappent à la récession ne sont pas nombreux. Celui de l'assistance technique institutionnelle internationale, qui consiste à offrir une prestation de conseil/expertise dans des domaines très spécifiques, en fait toutefois partie. Les appels d'offres internationaux portent en effet chaque année sur une centaine de milliards d'euros et ceux de l'assistance technique sur plusieurs milliards. Leur croissance est très rapide, de l'ordre de 15 % par an. L'impact de la crise est quant à lui nul car il s'agit de marchés financés par les grands donateurs internationaux.

Le ticket d'entrée pour postuler à une manifestation d'intérêt dans le cadre d'un projet d'assistance technique est élevé. Non seulement les bailleurs de fonds exigent des références de plus en plus précises mais également la preuve d'une compétence (expériences similaires). Une fois présélectionné, il faut alors trouver les experts alliant le bagage technique et l'expérience internationale nécessaires. Ces derniers doivent en outre être prêts à s'expatrier quelque temps. Il est donc nécessaire de commencer pas à pas, en intégrant des consortiums composés d'acteurs expérimentés, comme c'est le cas pour Adetef, ou des opérateurs privés spécialisés.

Avec quelque 25 M € d'activité et 10 000 journées d'expertise effectuées chaque année, Adetef, qui n'est autre que le groupement d'intérêt public en charge de l'assistance technique internationale des ministères économique et financier, est sans doute l'un des organismes publics français les plus expérimentés dans ce domaine. Outre la coopération bilatérale qu'il coordonne pour les directions de Bercy, Adetef a géré plus d'une centaine de jumelages financés par la Commission européenne et ayant pour objectif de mettre à niveau les ministères de pays voisins de l'Europe. L'organisme a par ailleurs développé une activité de l'ordre de 10 M € sur des appels d'offres de la Banque mondiale, de la Commission européenne ou d'autres bailleurs de fonds internationaux, dans le cadre de consortiums pilotés ou non par Adetef mais comportant en général des acteurs privés. Entraîner le tissu économique français derrière les activités de coopération constitue d'ailleurs pour Adetef l'un de ses objectifs majeurs, que cela se fasse directement ou indirectement.

L'impact peut être direct dans le domaine de l'économie numérique où Adetef a pris l'initiative de créer le Club Exportic qui fédère actuellement 300 acteurs publics et privés actifs à l'international dans le domaine des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication). Ainsi, Adetef associe systématiquement des entreprises du club dans les consortiums qu'il constitue pour des réponses à des appels d'offres. Que ce soit d'ailleurs en matière de politique de développement des nouvelles technologies dans les pays émergents ou dans les missions qu'il conduit pour préparer le volet TIC de l'Union pour la Méditerranée.

L'impact est indirect mais fort utile en ce qui concerne l'assistance à la mise en place de cadres législatifs et réglementaires pour les partenariats public-privé, qu'il s'agisse des pays voisins de l'Europe ou de l'est de la Méditerranée telle que la Syrie. Le développement de la notoriété du modèle français est ainsi de nature à ouvrir la porte à de nombreux groupes industriels et de services de l'Hexagone.

La constitution d'une véritable équipe de France dans ce domaine est un défi ambitieux que l'Adetef s'emploie activement à relever.

Agnès Arcier
Présidente d'Adetef

■ ÉCLAIRAGE SUR... LA HONGRIE DE NOMBREUSES RÉFORMES

Le nouveau Premier ministre a lancé une série de réformes pour assainir les finances de l'État. Les entreprises sont concernées. [Suite page 5...](#)

■ REGARD SUR... CAP EXPORT ET CAP + EXPORT UN DISPOSITIF POUR LES EXPORTATEURS

Les exportateurs français disposent dorénavant d'une garantie publique des risques de non paiement de leurs clients étrangers. [Suite page 8...](#)